



Histoire et revendications des « Gilets Jaunes »



Le mouvement des « Gilets Jaunes » s'est déjà étendu à plus de 100 villes en France, ainsi qu'en Belgique et aussi en Allemagne.

La hausse des prix du pétrole a-t-elle vraiment été la cause de son apparition, ou y a-t-il quelque chose de beaucoup plus profond derrière ? Et quelles sont les revendications exactes des « Gilets Jaunes » en Allemagne ?

Si la révolution des « Gilets Jaunes » devenait de plus en plus active en Allemagne et dans d'autres pays, il est important de savoir pour quelles raisons elle a débuté. Le mouvement des « Gilets Jaunes » s'est déjà étendu à plus de 100 villes, pas seulement à Paris, mais ailleurs en France ; et aussi en Belgique et jusqu'en Allemagne.

Pour tous ceux qui n'ont pas encore une connaissance approfondie de ce mouvement, voici un bref résumé de son évolution et ses revendications :

La révolution des « Gilets Jaunes » a commencé en France. Les mass médias ont inventé l'augmentation du prix du pétrole comme raison de son accroissement – mais en réalité, il s'agissait dès le début de la résistance contre la dictature de l'UE. Ce mécontentement est aujourd'hui partagé dans presque tous les pays de l'UE, en particulier en Allemagne, et c'est pourquoi de nombreuses personnes en Allemagne se sont déjà rassemblées, ont uni leurs forces et se sont organisées.

Les éternelles luttes de la gauche contre la droite et autres sont passées à l'arrière-plan. Bien que cela ait d'une certaine manière commencé ainsi, actuellement, toutes les couches de la population sont représentées au sein des « Gilets Jaunes », indépendamment de la nationalité, religion, statut ou autres différences. Le peuple s'est uni pour un but commun et contre une menace commune.

Les manifestants s'appuient sur l'article 20, alinéa 4 de la Loi fondamentale allemande : « Contre quiconque entreprend de ne pas tenir compte de cet ordre, tous les Allemands ont le droit de résister si d'autres recours ne sont pas possibles. » Alors, quelles sont les revendications exactes des « Gilets Jaunes » en Allemagne ?

Voici une liste de revendications pour en avoir un aperçu :

- Levée du mandat d'Angela Merkel et du Cabinet.
- Levée de l'immunité des politiciens.
- Procédures judiciaires contre Angela Merkel et le Cabinet.
- Non-signature du pacte migratoire.
- Expulsion des migrants dangereux.
- Nationalisation des banques.
- Nationalisation et gratuité des chemins de fer.
- Nationalisation des entreprises pharmaceutiques.
- Contributions volontaires au lieu d'impôts.
- Retrait de l'Union européenne.
- Retrait de l'ONU.
- Retrait du FMI.
- Retrait de l'OTAN.
- Abolition du système de partis.

- Abolition des intérêts financiers.
- Abolition de la redevance obligatoire à l'audiovisuel.
- Abolition des lois sur les brevets.
- Abolition des droits d'auteur.
- Abolition des usines d'armement.
- Abolition des vaccinations.
- Abolition de la technologie du génie génétique.
- Abolition de la scolarité obligatoire et de la sexualisation précoce.
- Abolition de la loi sur l'habilitation de la police.
- Abolition du lobbying.
- Levée des sanctions contre d'autres pays.
- Protection et soutien de la population.
- Retrait de l'armée de toutes les zones de guerre.
- Restauration de la souveraineté de l'Allemagne.
- Activation et adaptation de la Constitution.
- Création d'une politique populaire décentralisée.
- L'État doit se soumettre aux exigences du peuple.
- Fraternisation avec tous les peuples.
- Mise à disposition de tous les dossiers secrets.
- Contrôles plus stricts aux frontières.
- Renforcement de l'esprit familial.
- Interdiction des sociétés secrètes.
- Fermeture des bases militaires étrangères.
- Régulation des multinationales.
- Renforcement des petites entreprises et des travailleurs indépendants.
- Promotion de l'autodétermination des personnes.
- Médias neutres et non censurés.
- Autorisation de produire de l'énergie libre.
- Autorisation de la médecine alternative sans effets secondaires.
- Introduction de nouvelles technologies évolutives.
- Légalisation du cannabis.
- Renforcement des soins aux personnes âgées.
- Politique populaire pacifiste.
- Moins de lois, plus de libertés.
- Application du traité de paix après la première et la deuxième guerre mondiale.
- Enseignement et cantines gratuits.
- Renforcement de la diversité des médias.
- Protection et dépollution de la nature.
- Réduction significative de l'âge de la retraite.
- Forte réduction du temps de travail.

de Si.

Sources:

<https://translibleipzig.wordpress.com/2018/12/17/die-42-forderungen-der-gelben-westen/>

Unabhängige Zeitung, 30. November 2018 (960) Postfach 7174 - 0001 Pretoria/Transvaal

https://www.rf-news.de/2019/kw04/190114-liste-der-42-forderungen-der_gelbwesten_.pdf

<https://www.mediapart.fr/>

Die „Richtlinien des Volkes“ wurden in einer ausführlichen Fassung an die Presse verteilt. Sie sind nachzulesen bei:

https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/baisse-des-taxes-referendum-populaire-zero-sdf-on-a-decortique-les-42-revendications-des-gilets-jaunes_3077229.html

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#Giletsjaunes - jaunes - www.kla.tv/Giletsjaunes

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.